Fédération Syndicale Unitaire 91

Orsay, le 13 janvier 2010

Motion du Congrès départemental

Le congrès départemental de la FSU (91), qui se tient sur le campus de la Faculté d'Orsay, a réuni une table ronde sur les enjeux de l'Opération d'Intérêt National du "plateau de Saclay". Ces enjeux dépassent les simples questions posées par la réorganisation de l'enseignement supérieur et de la recherche : impact sur l'emploi, le logement, le transport, sur les municipalités impliquées, sur les populations, impact écologique...
Les participants de la table ronde (le public et les intervenants des syndicats SNCS et SNESup) ont en particulier relevé les conditions précipitées de mise en place du projet, les moyens financiers venant de montages budgétaires douteux, ainsi que le manque de démocratie et l'opacité qui ont accompagné cette opération: plan initial proposé par l'Université refusé par le gouvernement qui impose ensuite ses vues, définition des objectifs scientifiques par un petit panel sans consultation réelle dans les laboratoires. Ceux-ci sont d'autre part confrontés à un empilement grandissant de structures (RTRA, Pôles de Compétitivité, etc...) qui ne fait qu'ajouter à l'opacité des décisions.
Un autre sujet d'inquiétude est la possible coupure dans la formation, avec d'une part le cycle Licence et de l'autre le cycle Master. Ce dernier, comme certaines recherches, intéresse les partenaires industriels de l'opération beaucoup plus que le premier. Dans la même veine, le poids des industriels pèse clairement sur l'orientation scientifique de cette opération. Dans le même temps, les laboratoires privés prévoyant de s'installer sur le Plateau licencient leurs chercheurs laissant prévoir une sous-traitance de leurs activités de recherche par les laboratoires publics. Ces derniers verraient donc leurs activités réorientées pour servir les intérêts économiques de quelques grands groupes industriels au détriment de la recherche fondamentale et d'une formation par la recherche.

La FSU91 constate l'urgence de la situation (par exemple, pas de chauffage dans certains bâtiments à l'heure actuelle): elle demande une rénovation sans attendre des bâtiments existants et non un déménagement massif qui pourrait modifier en profondeur la nature de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Elle constate aussi les besoins en recrutement des personnels universitaires (enseignant-chercheurs et personnel de soutien à la recherche) pour assurer les missions de service public.

Tous ces sujets appellent à l'ouverture d'un débat public impliquant les acteurs locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que tous les citoyens, leurs représentants, et les établissements publics concernés sur tous les aspects de l'aménagement du plateau de Saclay et ses environs.